

## Une blessure qui mobilise

Gabriel Mendoza Zárate

Numéro 777, mars-avril 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73693ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Zárate, G. M. (2015). Une blessure qui mobilise. *Relations*, (777), 7-8.



en vue de créer des solidarités nouvelles et d'approfondir les solidarités existantes. C'est le défi que les luttes féministes, partout dans le monde, ont commencé à relever, et que la Marche mondiale des femmes de 2015 met de l'avant.

L'exploitation extractive intensive des territoires, notamment autochtones; la marchandisation de la terre et des êtres vivants, humains et non humains; la marchandisation et l'exploitation du corps des femmes; l'exclusion politique systématique de différentes catégories de personnes: ces situations relèvent toutes d'une même logique basée sur une conception des relations à la terre et aux êtres vivants qui est hiérarchique, exclusive, individualiste et animée d'une volonté d'accumulation. Cette conception de la vie, fondée sur des rapports de domination et de subordination, crée des injustices et des inégalités structurelles qui nous dépossèdent collectivement des moyens de produire et de reproduire la vie (se nourrir, se loger, aimer, rêver, penser, soigner, connaître). Cette année, le thème de la Marche mondiale des femmes nous invite donc à une profonde remise en question de nos manières de produire, d'habiter le territoire, d'être en relation, de concevoir la connaissance et la vie politique.

*Libérons-nous*, cela signifie en effet prendre acte des formes de contrôle et d'oppression que l'on subit, mais aussi de celles que l'on participe à recon-

duire. Cela signifie également agir pour réclamer et revaloriser concrètement les savoirs et les manières de faire dévaluées par les institutions patriarcales, hiérarchiques et capitalistes, dévaluées *parce que* créatrices de justice et de liberté partagée, inclusive, plurielle.

Lutter contre la marchandisation des moyens de produire et de reproduire la vie; valoriser les savoirs et les modes de vie alternatifs et ne plus accepter l'exclusion, les inégalités, l'injustice: les actions liées à la Marche mondiale des femmes nous proposent d'ores et déjà d'amorcer la réflexion en

ce sens et de la porter avec nous jusqu'au grand rassemblement d'octobre. À cet effet, un texte de réflexion et des outils d'éducation populaire sur le thème « Libérons nos corps, nos terres, nos territoires » sont déjà proposés sur le site de la MMF<sup>1</sup>. On y trouve également des suggestions d'actions à poser en solidarité avec les femmes autochtones, dans le dossier des femmes autochtones disparues et assassinées. ●

1. Voir: <mmfqc.org>.

## Une blessure qui mobilise

L'enlèvement et l'assassinat présumé de 43 étudiants, en septembre dernier, secouent encore le Mexique et mobilisent sa population.

**GABRIEL MENDOZA ZÁRATE\***

La nuit du 26 septembre 2014, des policiers et des criminels ont assassiné trois étudiants et en ont enlevé 43 autres à Iguala, dans l'État de Guerrero au Mexique. Ils provenaient tous de l'École normale rurale d'Ayo-

tzinapa. Très vite, la nouvelle souleva une vive indignation dans la population mexicaine. Deux jours plus tard, des étudiants de l'école rurale et des enseignants de la Coordination régionale des travailleurs de l'éducation de Guerrero sortirent dans la rue pour appeler les organisations sociales et de

L'auteur, jésuite et sociologue, collabore au Centro de derechos humanos Miguel Agustín Juárez à Mexico





défense des droits humains à se joindre à eux pour faire pression sur le gouvernement afin que justice soit faite et que les 43 disparus soient rendus vivants à leur famille. En même temps, commença pour leurs parents la pénible tâche de faire le tour des hôpitaux, des prisons et des garnisons militaires, à leur recherche.

plus de 100 pays. Huit autres journées comme celle-ci ont eu lieu depuis.

La Brigade nationale d'information a pour sa part été créée le 13 novembre dernier par le comité de parents et d'étudiants d'Ayotzinapa, en appui aux disparus. L'objectif de cette brigade est d'abord de raconter de vive voix, à travers le Mexique, ce qui s'est passé à Iguala. Elle vise aussi à recueillir les témoignages de douleur et d'indignation de toutes les personnes qui ont

Révolution mexicaine. Aux voix exigeant justice pour les 43 étudiants disparus, se sont jointes celles dénonçant les 26 000 disparitions au Mexique, la corruption de la classe politique et la complicité des fonctionnaires avec le crime organisé.

Partout, on prend de plus en plus conscience que la violence contre les étudiants d'Ayotzinapa n'est en rien un fait isolé et qu'elle fait partie d'une politique d'État qui choisit de gouverner par la terreur pour neutraliser les opposants à son projet néolibéral.

La blessure sociale ouverte à Ayotzinapa donne ainsi un nouveau souffle aux dénonciations portées par plusieurs mouvements nationaux: le Mouvement pour la paix avec justice et dignité, surgi en 2011 face au crime organisé et à sa violence attisée par la guerre contre le narcotrafic du gouvernement de Felipe Calderón; le mouvement étudiant «Yo soy 132», créé peu avant les élections présidentielles de 2012, dénonçant les violations des droits par le gouvernement; et les mouvements paysans, syndicalistes et indigènes contre les réformes structurelles néolibérales en cours. Tous ces mouvements ont convergé le 5 février 2015, jour anniversaire de la Constitution mexicaine, lors de deux événements nationaux qui firent une place de choix aux parents des étudiants disparus: la Convention nationale populaire, réunie à Ayotzinapa pour unifier les diverses forces politiques autour d'un programme politique commun, et la Constituante citoyenne populaire, convoquée par l'évêque Raúl Vera et le poète Javier Sicilia à Mexico, visant une refondation du pays à travers l'élaboration d'une nouvelle constitution. Ces deux projets cherchent à développer des stratégies de lutte permettant d'opposer un projet national alternatif au projet néolibéral du gouvernement mexicain. ●



Manifestation à Mexico, le 26 décembre 2014, réclamant justice pour les 43 étudiants d'Ayotzinapa disparus. Photo: PC/Rex Features

Le 2 octobre 2014, à l'occasion du 46<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Tlatelolco, en 1968, les parents des étudiants disparus et leurs collègues de classe convoquèrent la population à de grandes manifestations nationales qui ont eu lieu le 8 octobre dans une soixantaine de villes à travers le pays. À partir de cette date, les manifestations ont été de plus en plus nombreuses, la foule scandant toujours le même slogan: «Vous les avez emmenés vivants, nous les voulons vivants». Ce cri pour la justice a eu une répercussion internationale grâce à la première Journée d'action globale pour Ayotzinapa, qui s'est tenue le 22 octobre 2014 dans

soffert de la violence du crime organisé et de la répression de l'État mexicain, et à coordonner un vaste mouvement national de lutte.

Prenant prétexte d'actes de vandalisme lors de manifestations convoquées par la Brigade, le président Enrique Peña Nieto a averti publiquement du danger de «mouvements violents» visant à «engendrer la déstabilisation» et à «saper le projet national» en quête de développement. Cette mise en garde n'a toutefois pas réussi à refroidir les élans de solidarité avec la Brigade, comme en témoigne la grande manifestation du 20 novembre, à Mexico, lors de l'anniversaire de la

\* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.